



Addis Ababa, Ethiopia, P.O. Box: 3243 Tel.: (251-11) 5513 822 Fax: (251-11) 5519 321
Email: situationroom@africa-union.org

Discours du Commissaire Paix et Sécurité de l'Union Africaine

S.E Ambassadeur Smaïl CHERGUI

A l'occasion de la conférence ministérielle sur :

**« L'accès aux ressources naturelles et les conflits entre
communautés »**

Bamako, 28-29 Novembre 2019

**Excellence Monsieur Boubacar Keita, Président de la République du Mali,
Excellence Monsieur Michel Hamala Sidibe, Ministre de la santé et des Affaires
Sociales, Représentant du Premier Ministre du Mali,
Excellence Monsieur Pierre Buyoya, Haut Représentant de la Mission de
l'Union Africaine pour le Mali et le Sahel, et chef de la MISAHEL
Excellence Monsieur Saleh Annadif, Représentant Spécial des Nations Unies et
chef de la MINUSMA,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Honorables invités,**

Permettez-moi tout d'abord d'exprimer ma profonde gratitude à S.E le Président Ibrahim Boubacar Keita pour avoir spontanément et si généreusement accepté d'accueillir cette conférence ministérielle à Bamako. A la réaffirmation tangible de votre engagement constant en faveur de la paix, de la sécurité et du développement dans la région du Sahel et dans le continent dans son ensemble, le peuple malien nous gratifie de son hospitalité légendaire et d'excellentes dispositions pour le bon déroulement des travaux de cette conférence. Dans cet ordre d'idées j'adresse nos vifs remerciements à nos collègues des Nations Unies pour leur précieux soutien dans l'organisation de cette rencontre, preuve, s'il en est, d'un partenariat fructueux et chaque jour plus renforce.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Votre présence à Bamako se veut d'abord un geste de solidarité en direction du Mali et de son peuple face à l'acharnement de la horde terroriste. Je voudrais dire haut et fort que le Mali ne sera jamais seul dans ce combat et que l'UA réitère son soutien indéfectible à ce pays frère dans sa lutte contre cette menace globale et réaffirme son attachement à l'unité et l'intégrité du territoire du Mali, et à la pleine mise en œuvre de l'accord de paix, issu du processus d'Alger.

Excellence, Mesdames et Messieurs,

L'Afrique ne peut rester inactive face à un phénomène qui emporte de plus en plus de vies innocentes, et injecte le poison du doute et de la division parmi nos communautés, écorche nos valeurs ancestrales et met à mal l'harmonie et la quiétude de nos sociétés – et portent un coup d'arrêt brutal au développement socio-économique de nos pays. Le conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine, lors de sa 838^{ème} réunion sur « la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent dans les régions du lac Tchad et du Sahel », a vu juste en demandant d'engager une réflexion sur les causes profondes et déterminantes du terrorisme, y compris la marginalisation et l'exclusion dans un contexte de violences communautaires. Je remercie tous les ministres et chefs de délégations de nos Etats membres qui ont répondu à notre

invitation pour un engagement franc et concerté et l'identification de la réponse appropriée et immédiate face à ces conflits.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Comme vous le savez tous, nous nous réunissons ici dans un contexte très particulier qui n'est pas des plus sereins. Des efforts accrus ont été entrepris par le Département Paix et Sécurité de l'Union Africaine en matière de prévention des conflits - en termes de diplomatie préventive et de prévention des conflits structurels - mais aussi en matière de gestion et de résolution des crises, à travers des processus de médiation et de dialogue en particulier. Des résultats concrets de ces efforts peuvent être observés en République centrafricaine, à Madagascar, au Soudan et Sud-Soudan, pour ne citer que quelques exemples. Par ailleurs, la mise en œuvre de la stratégie régionale de stabilisation, de redressement et de résilience des zones du lac Tchad affectées par le groupe terroriste Boko Haram, ainsi que la révision en cours de la Stratégie de l'Union Africaine pour le Sahel, sont autant d'actions concrètes qui s'ajoutent aux efforts continentaux en matière de paix et de sécurité.

En s'arrêtant un instant sur l'état de notre continent dans sa globalité, nous sommes très préoccupés par un certain nombre de tendances et de menaces en matière de sécurité. Outre l'extension de la menace terroriste, la militarisation croissante d'un bon nombre de régions du

continent, en particulier le Sahel, la Corne de l'Afrique dont la Mer Rouge, l'insécurité liée à l'extraction et aux flux illicites des ressources naturelles dans la région des Grands Lacs, auxquels s'ajoutent l'impact désastreux du changement climatique.

En effet, nous sommes confrontés à un paysage de crises de plus en plus complexe, caractérisé par une typologie protéiforme des conflits et impliquant l'imbrication d'acteurs et d'actions coordonnées aux dimensions transnationales. Les motivations politiques et économiques de ces acteurs sont dans bien des cas instrumentalisées par des idéologies dites religieuses extrémistes ; où les replis identitaires et l'absence de perspectives de développement communautaire se laissent miner par des velléités criminelles aux réseaux largement étendus. De ce fait, les défis de la gouvernance érodent les démocraties fragiles avec leur impact sur le moral de nos populations et sur la perspective d'avoir un avenir meilleur et plus prospère.

Vient se greffer à que cette complexité sécuritaire déjà en place les conséquences des changements climatiques, avec des répercussions sur l'accès aux ressources telles que l'eau et la terre, la subsistance des communautés, menaçant ainsi leur sécurité alimentaire et entraînant des déplacements de populations induisant l'intensification notable des conflits intercommunautaires entre éleveurs et agriculteurs. Ces disputes s'expriment aujourd'hui en

armes automatiques et sont très meurtrières, sans oublier leur récupération par des groupes terroristes en prédation, pour qui ces failles représentent des opportunités inespérées.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

La raréfaction des ressources qui s'accroît d'année en année et les pertes considérables en vies humaines nous interpellent au plus haut point. La gestion non-planifiée et équitable des ressources naturelles entraîne bien souvent des tensions communautaires qui pèsent de tout leur poids sur la gouvernance locale et le développement de chaque pays. C'est pourquoi, il est impératif aujourd'hui d'œuvrer inlassablement à prévenir les conflits y compris la promotion de solutions inspirées par nos traditions locales et nos valeurs de respect mutuel et de partage. Permettez-moi de préciser pourquoi cela est particulièrement important eu égard à la problématique des conflits locaux liés à l'accès aux ressources naturelles.

Tout d'abord, notre continent est soumis à des pressions intenses à la fois sur les plans économique, social et environnemental. Des conditions météorologiques extrêmes telles que la sécheresse et les inondations ont entraîné des retombées fâcheuses à plus d'un niveau. Dans le Sahel et la Corne de l'Afrique, la dégradation de l'environnement causée par les conditions climatiques extrêmes est un vecteur de nouvelles menaces sécuritaires. Ces mêmes régions

observent plus fréquemment, des catastrophes naturelles entraînant de lourdes pertes économiques locales et engendrant des crises humanitaires aiguës.

Par ailleurs et comme vous le savez, les femmes et les enfants dépendent davantage de l'accès à la terre et à l'eau pour leur subsistance que d'autres franges de la société, mais sont parfois privés de ce droit en raison de certaines pesanteurs culturelles et sociétales. Pourtant, ces communautés vulnérables sont susceptibles de jouer un rôle proactif dans la prévention, la gestion et la résolution des crises, en particulier celles de nature locale et environnementale. À cet égard, le cinquième rapport thématique du Groupe des sages de l'Union Africaine s'est axé sur la médiation et la résolution des conflits liés aux ressources naturelles. S'agissant de FemWise - Africa, leur troisième assemblée générale, qui s'est clôturée hier, s'est penchée sur une thématique similaire au cours de laquelle notre réseau de femmes africaines pour la médiation et la prévention des conflits a délibéré pendant deux jours sur les menaces et les opportunités en matière de prévention et de résolution des conflits.

Enfin, les ressources naturelles, y compris la terre, l'eau et les pâturages, sont des sources de richesse, utilisées à la fois comme moyens de subsistance et comme source de développement. Force est de constater cependant, que les communautés qui en dépendent sont dans de nombreux cas pris en otages, exploitées et

pillées par des groupes terroristes et des réseaux de criminalités organisés.

On ne soulignera ainsi jamais assez le rôle essentiel des mécanismes gouvernementaux de trouver des solutions durables aux conflits entre communautés, à travers la gestion et la médiation dans les différends relatifs à l'accès aux ressources naturelles. L'Union Africaine, est pleinement disposée à soutenir et à renforcer la capacité de nos États membres dans l'atténuation et la prévention des conflits locaux liés aux ressources naturelles ainsi que dans la lutte contre leur propagation et leur résurgence. Cet effort ne sera concluant que si nos pays membres renforcent l'autorité et la présence des démembrements au niveau local de l'Etat et mettent en place de manière prompte des infrastructures de paix chargées de gérer les conflits et les crises locales.

Excellences, Mesdames et Messieurs

Les capacités du Département Paix et Sécurité en matière de prévention des conflits structurels, de médiation et d'alerte précoce poursuivent leur revigoration et nous veillons résolument à ce que ces outils indispensables soient accessibles à nos États Membres. Nous appelons tous nos gouvernements et Communautés Economiques Régionales à un effort concerté visant à renforcer la bonne gouvernance des ressources naturelles afin de permettre aux

populations les plus vulnérables de contribuer à l'économie circulaire et d'accéder à une prospérité durable et partagée.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Cette réunion de Bamako est très importante dans la mesure où nos échanges, l'évocation de vos expériences au Sahel, dans le lac Tchad, au Soudan, en Somalie et en RCA, permettront non seulement une lecture commune des défis à relever, mais surtout la définition d'une réponse collective et solidaire pour le grand bien de la paix, de la stabilité et du développement de l'Afrique.

Excellences,

Une fois de plus, c'est un honneur et un plaisir que d'être parmi vous. J'espère que ces deux jours constitueront pour nous un espace d'expression et de réflexion et nous permettrons d'avancer une réponse opérationnelle à cette problématique majeure.

Je vous remercie pour votre aimable attention et vous souhaite de fructueuses délibérations.